

ACCORD
ENTRE
L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE,
d'une part,
ET
LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE,
d'autre part,
CONCERNANT
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

REC.

CHIFFRE

PROVISEUR

CONTRAT

NUMÉRO

DATE

LIBRE

REMARQUES

4

**ACCORD
ENTRE
L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE,
d'une part,
ET
LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE,
d'autre part,
CONCERNANT
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS**

**LE ROYAUME DE BELGIQUE,
LA REGION WALLONNE,
LA REGION FLAMANDE,
et LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE,
ainsi que
LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG,
d'une part,**

et

**LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE,
d'autre part,**

(ci-après dénommés les "Parties contractantes");

DÉSIREUX de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante;

RECONNAISSANT la nécessité de protéger les investissements réalisés par les investisseurs de chacune des deux Parties contractantes et de stimuler le flux des investissements et des initiatives privées en matière d'affaires, en vue de promouvoir la prospérité économique des deux Parties contractantes;

SONT convenus de ce qui suit:

4

Article 1

Définitions

Pour l'application du présent Accord,

1. Le terme "investisseurs" désigne:
 - a) les "nationaux", c'est-à-dire toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République Togolaise, est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République Togolaise, respectivement;
 - b) les "sociétés", c'est-à-dire toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République Togolaise et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République Togolaise, respectivement.
2. Le terme "investissements" désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit.

Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord:

- a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels qu'hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits similaires;
- b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;
- c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
- d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce;
- e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissements au sens du présent Accord.

3. Le terme "revenus" désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties ou indemnités.
4. Le terme "territoire" s'applique au territoire du Royaume de Belgique, au territoire du Grand-Duché de Luxembourg et au territoire de la République Togolaise ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales des Etats concernés et sur lesquelles ceux-ci exercent, conformément au droit international, leurs droits souverains et leur juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles.

U

5. L'expression "législation en matière d'environnement" désigne les lois et dispositions réglementaires en vigueur dans les parties contractantes, ou toute disposition contenue dans ces lois et dispositions réglementaires, qui visent principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:
 - a) prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
 - b) contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
 - c) protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.

6. L'expression "législation du travail" désigne les lois et dispositions réglementaires en vigueur dans les parties contractantes, ou toute disposition contenue dans ces lois et dispositions réglementaires ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs énumérés ci-dessous:
 - a) le droit d'association;
 - b) le droit d'organisation et de négociation collective;
 - c) l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
 - d) un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi;
 - e) des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

Article 2

Promotion des investissements

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements en conformité avec sa législation.
2. En particulier, chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.
3. Les Parties contractantes pourront échanger en cas de besoin, des informations sur les opportunités d'investissement sur leurs territoires respectifs, afin d'aider les opérateurs économiques à identifier les créneaux les plus rentables pour les deux Parties contractantes. UK

Article 3

Protection des investissements

1. Tous les investissements, directs ou indirects, effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.
2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.

Article 4

Traitement national et Nation la plus favorisée

1. Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée.
2. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, si ce traitement est plus favorable.
3. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à toute autre forme d'organisation économique régionale existante ou future.
4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux matières fiscales.

Article 5

Environnement

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement et mettra tout en oeuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation. *U*

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.
4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement. A la demande de l'une des parties, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

Article 6

Travail

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.
4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection du travail. A la demande de l'une des parties, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

4

Article 7

Mesures privatives et restrictives de propriété

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.
2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:
 - a) les mesures seront prises selon une procédure légale;
 - b) elles ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
 - c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.
3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur réelle des investissements concernés à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Les indemnités seront réglées dans la monnaie de l'Etat dont l'investisseur est ressortissant ou en toute autre monnaie convertible. Elles seront versées sans délai et librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.

4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement au moins égal à celui accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements.
5. Pour les matières réglées par le présent article, chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement au moins égal à celui qu'elle réserve sur son territoire aux investisseurs de la nation la plus favorisée. Ce traitement ne sera en aucun cas moins favorable que celui reconnu par le droit international.

Article 8

Transferts

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment:
 - a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;

4

- b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
 - c) des revenus des investissements;
 - d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi;
 - e) des indemnités payées en exécution de l'article 7.
2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante seront également autorisés à transférer une quotité appropriée de leur rémunération dans leur pays d'origine.
 3. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au cours applicable à la date de ceux-ci aux transactions au comptant dans la monnaie utilisée.
 4. Chacune des Parties contractantes délivrera les autorisations nécessaires pour assurer sans délai l'exécution des transferts et ce, sans autres charges que les frais bancaires usuels.
 5. Les garanties prévues par le présent article seront au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

Article 9

Subrogation

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée au titre d'un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.
2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

Article 10

Règles applicables

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

Article 11

Accords particuliers

1. Les investissements ayant fait l'objet d'un accord particulier entre l'une des Parties contractantes et des investisseurs de l'autre Partie seront régis par les dispositions du présent Accord et par celles de cet accord particulier.
2. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer à tout moment le respect des obligations qu'elle aura contractées à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante.

Article 12

Règlement des différends relatifs aux investissements

1. Tout différend relatif aux investissements survenant entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite, accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé, de la part de la partie la plus diligente.

Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend par la négociation, en faisant éventuellement appel à l'avis spécialisé d'un tiers, ou par la conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.);
- au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par "la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats", ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I.;
- au Tribunal d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale, à Paris;
- à la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage créée par le Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA).

4

Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à exprimer son choix quant à l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 9 du présent Accord.
5. Le tribunal arbitral statuera sur la base du droit interne de la Partie contractante partie au différend sur le territoire de laquelle l'investissement a été réalisé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, ainsi que sur la base des dispositions du présent Accord, des termes de l'accord particulier éventuellement conclu au sujet de l'investissement et des principes de droit international.
6. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

Article 13

Différends entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.
2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties; celle-ci se réunira à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.
3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux nominations nécessaires.

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires.

4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.
5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du troisième arbitre et les frais de fonctionnement du tribunal seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

Article 14

Investissements antérieurs

Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière.

Article 15

Entrée en vigueur et durée

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins douze mois avant l'expiration de sa période de validité, il sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins douze mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui resteront soumis pour une période de dix ans à compter de cette date.


EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

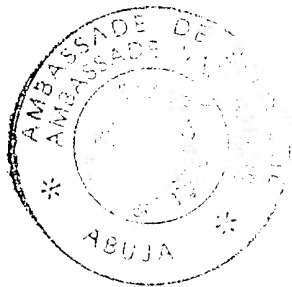
4

FAIT à Lomé, le 06 JUIN 2009 2009, en deux exemplaires originaux, chacun en langue française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi. Le texte en langue française prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

POUR L'UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE:


Pour le Royaume
de Belgique:
Pour la Région wallonne:
Pour la Région flamande:
Pour la Région
de Bruxelles-Capitale:

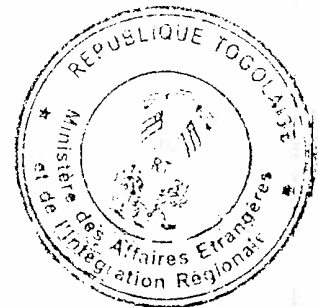

MICHEL DEWEZ
AMBASSADEUR
VAN BELGIË
DE BELGIQUE



POUR LA RÉPUBLIQUE
TOGOLAISE:

Pour le Grand-Duché
de Luxembourg:


Koffi ESSAW
Ministre des
Affaires Étrangères
et de l'intégrité
Reynale



OVEREENKOMST

TUSSEN

DE BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE,

enerzijds,

EN

DE REPUBLIEK TOGO,

anderzijds,

INZAKE

DE WEDERZIJDSE BEVORDERING EN BESCHERMING VAN INVESTERINGEN

**OVEREENKOMST
TUSSEN
DE BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE,
enerzijds,
EN
DE REPUBLIEK TOGO,
anderzijds,
INZAKE
DE WEDERZIJDSE BEVORDERING EN BESCHERMING VAN INVESTERINGEN**

**HET KONINKRIJK BELGIË,
HET VLAAMSE GEWEST,
HET WAALSE GEWEST,
en HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST,
alsmede
HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,
enerzijds,**

en

**DE REPUBLIEK TOGO,
anderzijds,**

(hierna te noemen de "Overeenkomstsluitende Partijen");

VERLANGENDE hun economische samenwerking te versterken door gunstige voorwaarden te scheppen voor de verwezenlijking van investeringen door onderdanen van een der Overeenkomstsluitende Partijen op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij;

ERKENNEND de noodzaak de door de investeerders van elk van beide Overeenkomstsluitende Partijen gedane investeringen te beschermen en de stroom van investeringen en zakelijke privé-initiatieven te stimuleren teneinde de economische welvaart van beide Overeenkomstsluitende Partijen te bevorderen;

ZIJN overeengekomen als volgt:

4

Artikel 1

Begripsomschrijvingen

Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent de term:

1. "investeerder":

- a) de "onderdanen", m.a.w. elk natuurlijk persoon die volgens de wetgeving van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg of de Republiek Togo beschouwd wordt als een onderdaan van respectievelijk het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg of de Republiek Togo;
- b) de "vennootschappen", m.a.w. elk rechtspersoon die wordt opgericht in overeenstemming met de wetgeving van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg of de Republiek Togo en die zijn maatschappelijke zetel heeft op het grondgebied van respectievelijk het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg of de Republiek Togo.

2. "investerings": gelijk welk vermogensbestanddeel en elke rechtstreekse of onrechtstreekse inbreng in speciën, in natura of in diensten, die wordt geïnvesteerd of geherinvesteerd in welke economische sector ook.

Als investeringen in de zin van deze Overeenkomst gelden namelijk, maar niet uitsluitend:

- a) roerende en onroerende goederen evenals alle andere zakelijke rechten als hypotheeken, voorrechten, panden, vruchtgebruik en gelijkaardige rechten;
- b) aandelen, winstbewijzen en elke andere vorm van deelneming, zelfs minoritair of onrechtstreeks, in het kapitaal van vennootschappen die zijn opgericht op het grondgebied van een der Overeenkomstsluitende Partijen;
- c) obligaties, vorderingen en rechten op enige prestatie met economische waarde;
- d) auteursrechten, rechten van industriële eigendom, technische procédés, handelsnamen en goodwill;
- e) krachtens het publiekrecht of een overeenkomst verleende concessies, met name concessies voor de prospectie, de ontginning, de winning of de exploitatie van natuurlijke rijkdommen.

Veranderingen in de rechtsvorm waarin activa en kapitalen zijn geïnvesteerd of geherinvesteerd brengen hun omschrijving als "investering" als bedoeld in deze Overeenkomst niet in het gedrang.

3. "inkomsten": de opbrengsten uit investeringen en met name doch niet uitsluitend, winsten, interesten, kapitaal aangroei, dividenden, royalty's of vergoedingen.

4. "grondgebied": het grondgebied van het Koninkrijk België, het grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg en het grondgebied van de Republiek Togo evenals de maritieme gebieden, d.w.z. de gebieden op en onder zee die zich voorbij de territoriale wateren van de betreffende Staat uitstrekken en waarin deze overeenkomstig het internationaal recht, soevereine rechten en rechtsmacht uitoefent met het oog op de opsporing, de winning en het behoud van de natuurlijke rijkdommen.

4

5. "milieuwetgeving": de in de Overeenkomstsluitende Partijen van toepassing zijnde wetten en regelgevende bepalingen of elke hierin vervatte bepaling die voornamelijk verband houden met milieubescherming of het voorkomen van elk gevaar voor het leven of de gezondheid van mensen, dieren of planten middels:
- a) het voorkomen, verminderen of controleren van lozingen of emissies van verontreinigende stoffen of voor het milieu schadelijke producten;
 - b) het controleren van voor het milieu gevaarlijke of toxische chemische producten, stoffen, materialen en afvalstoffen en het verspreiden van informatie daaromtrent;
 - c) het beschermen en instandhouden van in het wild levende dier- en plantensoorten, met inbegrip van met uitroeiing bedreigde soorten, hun habitat en de speciaal beschermde natuurgebieden op het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen.
6. "arbeidswetgeving": de in de Overeenkomstsluitende Partijen van toepassing zijnde wetten en regelgevende bepalingen of elke hierin vervatte bepaling die rechtstreeks verband houden met de hierna opgesomde universeel erkende rechten van de werknemers:
- a) het recht op vereniging;
 - b) het recht op organisatie en collectieve onderhandelingen;
 - c) het verbod op gelijk welke vorm van gedwongen of verplichte arbeid;
 - d) een minimumleeftijd voor toelating van kinderen tot arbeid;
 - e) aanvaardbare arbeidsvoorwaarden met betrekking tot het minimumloon en de arbeidsduur, alsmede met betrekking tot de veiligheid en gezondheid van de werknemers.

Artikel 2

Bevordering van de investeringen

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij moedigt investeringen op haar grondgebied door investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij aan en laat deze investeringen toe in overeenstemming met haar wetgeving.
2. Elke Overeenkomstsluitende Partij staat met name het sluiten en uitvoeren van licentiecontracten en van overeenkomsten voor commerciële, administratieve of technische bijstand toe, voor zover deze activiteiten verband houden met de investeringen.
3. De Overeenkomstsluitende Partijen kunnen zonodig informatie uitwisselen over de investeringsmogelijkheden op hun grondgebied, teneinde de economische actoren te helpen de voor beide Overeenkomstsluitende Partijen meest rendabele marktsectoren te onderkennen. U

Artikel 3

Bescherming van de investeringen

1. Alle rechtstreekse of onrechtstreekse investeringen door investeerders van een der Overeenkomstsluitende Partijen genieten op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij een eerlijke en rechtvaardige behandeling.
2. Onverminderd de maatregelen die noodzakelijk zijn voor de handhaving van de openbare orde, genieten deze investeringen een voortdurende zekerheid en bescherming, met uitsluiting van elke ongerechtvaardigde of discriminatoire maatregel die, in rechte of in feite, het beheer, de instandhouding, het gebruik, het genot of de liquidatie ervan zou kunnen belemmeren.

Artikel 4

Nationale behandeling en meest begunstigde Natie

1. Met betrekking tot alle vraagstukken inzake de behandeling van investeringen genieten de investeerders van elke Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Partij de nationale behandeling en de meestbegunstigingsbehandeling.
2. Ten aanzien van de exploitatie, het beheer, het onderhoud, het gebruik, het genot, de verkoop of iedere andere vorm van vervreemding van de investeringen, verleent elke Overeenkomstsluitende Partij op haar grondgebied aan de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij een behandeling die niet minder gunstig is dan die welke een Overeenkomstsluitende Partij verleent aan haar eigen investeerders of aan investeerders van een derde Staat, indien deze behandeling gunstiger is.
3. Deze behandeling strekt zich niet uit tot de voorrechten die een Overeenkomstsluitende Partij toekent aan investeerders van een derde Staat op grond van zijn lidmaatschap van of associatie met een vrijhandelszone, een douane-unie, een gemeenschappelijke markt of iedere andere vorm van bestaande of toekomstige regionale economische organisatie.
4. Het bepaalde in dit Artikel is niet van toepassing op belastingzaken.

Artikel 5

Milieu

1. In het besef dat elke Overeenkomstsluitende Partij het recht heeft haar eigen niveau van milieubescherming te bepalen en de beleidslijnen en prioriteiten ter zake van milieu en ontwikkeling vast te leggen alsmede haar ad hoc wetgeving dienovereenkomstig aan te nemen of te wijzigen, dient elke Overeenkomstsluitende Partij erop toe te zien dat haar wetgeving een hoog niveau van milieubescherming waarborgt en alles in het werk te stellen om voornoemde wetgeving voortdurend bij te sturen.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen erkennen dat het niet passend is de nationale milieuwetgeving te versoepelen teneinde investeringen aan te moedigen. In het verlengde hiervan, ziet elke Overeenkomstsluitende Partij erop toe dat geen vrijstelling of enige andere afwijking van voornoemde wetgeving wordt toegestaan en dat ook geen mogelijkheid tot vrijstelling of andere afwijking wordt geboden teneinde het doen, onderhouden of uitbreiden van een investering op haar grondgebied aan te moedigen.
3. De Overeenkomstsluitende Partijen bevestigen andermaal de verbintenissen die ze zijn aangegaan in het kader van internationale milieuovereenkomsten. Ze zien erop toe dat deze verbintenissen in hun nationale wetgeving ten volle worden erkend en toegepast.
4. De Partijen erkennen dat de onderlinge samenwerking hun meer mogelijkheden biedt om de voorschriften inzake milieubescherming bij te sturen. Op verzoek van één van de Partijen, stemt de andere Partij ermee in dat de regeringsvertegenwoordigers van beide Partijen bijeenkomen om overleg te plegen over elke onder het toepassingsgebied van dit artikel ressorterende aangelegenheid.

Artikel 6

Arbeid

1. In het besef dat elke Overeenkomstsluitende Partij het recht heeft haar eigen normen ter bescherming van de arbeid vast te leggen en haar ad hoc wetgeving dienovereenkomstig aan te nemen of te wijzigen, dient elke Overeenkomstsluitende Partij erop toe te zien dat haar wetgeving arbeidsnormen vastlegt die in overeenstemming zijn met de in artikel 1, 6^e lid opgesomde universeel erkende rechten van de werknemers en ze voortdurend bij te sturen.
2. De Overeenkomstsluitende Partijen erkennen dat het niet passend is de nationale arbeidswetgeving te versoepelen teneinde investeringen aan te moedigen. In het verlengde hiervan, ziet elke Overeenkomstsluitende Partij erop toe dat geen vrijstelling of enige andere afwijking van deze wetgeving wordt toegestaan en dat ook geen mogelijkheid tot vrijstelling of andere afwijking wordt geboden teneinde het doen, onderhouden of uitbreiden van een investering op haar grondgebied aan te moedigen.
3. De Overeenkomstsluitende Partijen bevestigen andermaal de verbintenissen die ze zijn aangegaan als lid van de Internationale Arbeidsorganisatie alsmede hun verbintenissen op grond van de Verklaring van de IAO inzake de beginselen en fundamentele arbeidsrechten en de follow-up ervan. De Overeenkomstsluitende Partijen zien erop toe dat de in artikel 1, 6^e lid opgesomde beginselen en universeel erkende rechten van de werknemers worden erkend en beschermd middels hun nationale wetgeving.
4. De Partijen erkennen dat de onderlinge samenwerking hun meer mogelijkheden biedt om de normen ter bescherming van de arbeid bij te sturen. Op verzoek van één van de Partijen, stemt de andere Partij ermee in dat de regeringsvertegenwoordigers van beide Partijen bijeenkomen om overleg te plegen over elke onder het toepassingsgebied van dit artikel ressorterende aangelegenheid.

Artikel 7

Eigendomerovende of -beperkende maatregelen

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich ertoe geen enkele maatregel tot onteigening of nationalisatie noch enige andere maatregel te treffen die rechtstreeks of onrechtstreeks tot gevolg heeft dat aan de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij de hun toebehorende investeringen op haar grondgebied worden ontnomen.
2. Indien om redenen van openbaar nut, nationale veiligheid of nationaal belang, van het bepaalde in lid 1 van dit artikel dient te worden afgeweken, moeten de volgende voorwaarden zijn vervuld:
 - a) de maatregelen worden genomen volgens een wettelijke procedure;
 - b) ze zijn niet discriminatoir of strijdig met een bijzondere verbintenis;
 - c) ze gaan vergezeld van bepalingen waarbij wordt voorzien in de betaling van een billijke en reële schadeloosstelling.
3. Het bedrag van de schadeloosstelling komt overeen met de werkelijke waarde van de desbetreffende investeringen daags voor het tijdstip waarop deze maatregelen worden getroffen of bekendgemaakt.

De schadeloosstelling wordt betaald in de munt van de Staat waarvan de investeerder onderdaan is of in elke vrij inwisselbare munt. Ze wordt onverwijld gestort en dient vrij te kunnen worden overgemaakt. Ze levert interest op aan de normale commerciële rentevoet vanaf de datum waarop het bedrag werd vastgesteld tot de datum van uitbetaling.

4. Aan investeerders van de ene Overeenkomstsluitende Partij die met betrekking tot hun investering verliezen lijden wegens oorlog of een andere vorm van gewapend conflict, revolutie, nationale noodtoestand of opstand op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, wordt door laatstbedoelde Overeenkomstsluitende Partij wat restitutie, schadevergoeding, schadeloosstelling of een andere vorm van vergoeding betreft, een behandeling toegekend die ten minste gelijk is aan die welke die Overeenkomstsluitende Partij aan investeerders van de meest begunstigde natie toekent.
5. Wat de in dit artikel behandelde aangelegenheden betreft, verleent elke Overeenkomstsluitende Partij aan de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij een behandeling die ten minste gelijk is aan die welke investeerders van de meest begunstigde natie op haar grondgebied genieten en niet minder gunstig dan die welke het internationaal recht verleent.

Artikel 8

Overmakingen

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij draagt er zorg voor dat investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij de met een investering verband houdende uitkeringen vrij mogen overmaken, inzonderheid:

Uf

- a) de bedragen bestemd om de investering tot stand te brengen, te behouden of uit te breiden;
 - b) de bedragen bestemd voor het nakomen van contractuele verbintenissen, met inbegrip van de bedragen die nodig zijn voor de terugbetaling van leningen, royalty's en andere betalingen voortvloeiend uit licenties, franchises, concessies en andere soortgelijke rechten alsmede de bezoldiging van het geëxpatrieerd personeel;
 - c) de opbrengsten uit investeringen;
 - d) de opbrengst van een gehele of gedeeltelijke liquidatie van de investeringen, inclusief meerwaarden of verhogingen van het geïnvesteerde kapitaal;
 - e) de ingevolge artikel 7 betaalde schadeloosstellingen.
2. De onderdanen van een Overeenkomstsluitende Partij die uit hoofde van een investering op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij mogen werken, is het toegestaan een evenredig deel van hun bezoldiging over te maken naar hun land van herkomst.
 3. De overmakingen gebeuren in vrij inwisselbare munt, tegen de wisselkoers die op de datum van overmaking van toepassing is op contante transacties in de gebruikte munt.
 4. Elke Overeenkomstsluitende Partij verleent de toelating die vereist is om de overmaking zonder vertraging uit te voeren, zonder andere lasten dan de gebruikelijke bankkosten.
 5. De in dit artikel vermelde waarborgen zijn ten minste gelijk aan die welke in gelijkaardige gevallen worden gegeven aan investeerders van de meest begunstigde natie.

Artikel 9

Subrogatie

1. Indien een der Overeenkomstsluitende Partijen of een van haar openbare instellingen een schadeloosstelling uitkeert aan haar eigen investeerders op grond van een voor een investering verleende waarborg, erkent de andere Overeenkomstsluitende Partij dat de rechten van de investeerders zijn overgedragen aan de Overeenkomstsluitende Partij of de openbare instelling in haar hoedanigheid van verzekeraar.
2. Met betrekking tot de overgedragen rechten kan de andere Overeenkomstsluitende Partij jegens de verzekeraar die in de rechten van de schadeloosgestelde investeerders is getreden, de verplichtingen laten gelden die voortvloeien uit de overeenkomst die is gesloten tussen de investeerders en de verzekeraar.

Artikel 10

Toepasbare regels

Als een kwestie in verband met de investeringen niet alleen door deze Overeenkomst maar ook door de nationale wetgeving van een Overeenkomstsluitende Partij wordt geregeld of nog door internationale overeenkomsten waarbij de Partijen partij zijn of zullen worden, kunnen de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij zich beroepen op de bepalingen welke voor hen het gunstigst zijn.

Artikel 11

Bijzondere Overeenkomsten

1. Investeringsen waarvoor een bijzondere overeenkomst is gesloten tussen een der Overeenkomstsluitende Partijen en investeerders van de andere Partij, zijn onderworpen aan de bepalingen van deze Overeenkomst en aan die van de bijzondere overeenkomst.
2. Elke Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich de verbintenissen die zij ten aanzien van investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij is aangegaan, te allen tijde na te komen.

Artikel 12

Regeling van investeringsgeschillen

1. Van elk investeringsgeschil tussen een investeerder van een Overeenkomstsluitende Partij en de andere Overeenkomstsluitende Partij, wordt schriftelijk kennis gegeven. De kennisgeving gaat vergezeld van een memorandum dat naar behoren is toegelicht door de meest gerede partij.

De Partijen dienen er in de mate van het mogelijke naar te streven het geschil te regelen door onderhandeling en daarbij, indien nodig, deskundig advies in te winnen van een derde of nog door bemiddeling langs diplomatieke weg tussen de Overeenkomstsluitende Partijen.

2. Indien de Partijen niet via een rechtstreekse regeling een minnelijke schikking hebben bereikt of niet binnen zes maanden na de kennisgeving het geschil langs diplomatieke weg hebben kunnen beslechten, wordt het naar keuze van de investeerder voorgelegd aan de bevoegde rechtsmacht van de Staat waar de investering is gedaan, dan wel onderworpen aan internationale arbitrage.

Te dien einde geeft elke Overeenkomstsluitende Partij haar voorafgaande en onherroepelijke toestemming om elk investeringsgeschil aan arbitrage te onderwerpen. Deze toestemming houdt in dat de Partijen afstand doen van het recht om de uitputting van alle nationale administratieve of rechtsmiddelen te verzoeken.

3. Als internationale arbitrage wordt gevraagd, wordt het geschil naar keuze van de investeerder voorgelegd aan een van de hierna genoemde arbitrageorganen:
- een scheidsgerecht ad hoc dat wordt ingesteld krachtens de arbitrageregels van de Commissie van de Verenigde Naties inzake Internationaal Handelsrecht (UNCITRAL);
 - het Internationaal Centrum voor Regeling van Investeringsgeschillen (I.C.S.I.D.), dat is ingesteld krachtens het te Washington op 18 maart 1965 voor ondertekening opengestelde "Verdrag tot regeling van investeringsgeschillen tussen Staten en onderdanen van andere Staten", voor zover elke Staat die Partij is bij deze Overeenkomst daar lid van is. Zolang deze voorwaarde niet is vervuld, stemt elke Overeenkomstsluitende Partij ermee in dat het geschil wordt voorgelegd aan arbitrage, overeenkomstig de Aanvullende Voorziening van het I.C.S.I.D.;
 - het scheidsgerecht van de Internationale Kamer van Koophandel te Parijs;
 - het Gemeenschappelijk Hof van Justitie en Arbitrage opgericht bij het Verdrag voor de harmonisering van het zakenrecht in Afrika (OHADA).

Indien de arbitrageprocedure op initiatief van een Overeenkomstsluitende Partij wordt aangespannen, verzoekt deze de betrokken investeerder schriftelijk het arbitrageorganisme van zijn keuze waaraan het geschil zal worden voorgelegd, kenbaar te maken.

4. Geen van de bij een geschil betrokken Overeenkomstsluitende Partijen, zal in enig stadium van de arbitrageprocedure of van de uitvoering van een scheidsrechterlijke uitspraak als verweer kunnen aanvoeren dat de investeerder die tegenpartij is bij het geschil, een vergoeding ter uitvoering van een verzekeringspolis of van de in artikel 9 van deze Overeenkomst vermelde waarborg heeft ontvangen, die het geheel of een gedeelte van zijn verliezen dekt.
5. Het scheidsgerecht doet uitspraak op grond van het nationaal recht van de Overeenkomstsluitende Partij die partij is bij het geschil en de investering op haar grondgebied heeft, met inbegrip van de regels inzake conflicten tussen wetgevingen, de bepalingen van deze Overeenkomst, de bepalingen van de eventueel gesloten bijzondere Overeenkomst met betrekking tot de investering en de beginselen van het internationaal recht.
6. De arbitragevonnissen zijn definitief en bindend voor de partijen bij het geschil. Elke Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich ertoe ze uit te voeren overeenkomstig haar nationale wetgeving.

Artikel 13

Geschillen tussen de Overeenkomstsluitende Partijen betreffende de uitlegging of toepassing van deze Overeenkomst

1. Elk geschil betreffende de uitlegging of toepassing van deze Overeenkomst moet zo mogelijk langs diplomatieke weg worden geregeld.
2. Wanneer een geschil niet langs diplomatieke weg kan worden beslecht, wordt het voorgelegd aan een gemengde commissie bestaande uit vertegenwoordigers van beide Partijen; deze komt op verzoek van de meest gereede Partij zonder onnodige vertraging bijeen. u

3. Indien de gemengde commissie het geschil niet kan regelen, wordt het op verzoek van een der Overeenkomstsluitende Partijen voorgelegd aan een scheidsgerecht dat voor elk geval afzonderlijk op de volgende wijze is samengesteld:

Elke Overeenkomstsluitende Partij benoemt een scheidsman binnen een tijdvak van twee maanden vanaf de datum waarop een Overeenkomstsluitende Partij de andere Overeenkomstsluitende Partij in kennis heeft gesteld van haar voornemen het geschil aan arbitrage te onderwerpen. Binnen twee maanden na hun benoeming, kiezen de twee scheidsmannen in onderlinge overeenstemming een onderdaan van een derde Staat tot voorzitter van het scheidsgerecht.

Wanneer de voorgeschreven termijnen niet werden nageleefd, kan een van de Overeenkomstsluitende Partijen de President van het Internationale Gerechtshof verzoeken de vereiste benoeming(en) te verrichten.

Indien de President van het Internationale Gerechtshof onderdaan is van een Overeenkomstsluitende Partij of van een Staat waarmee een der Overeenkomstsluitende Partijen geen diplomatieke banden heeft, dan wel om een andere reden verhinderd is bedoelde functie uit te oefenen, wordt de Vice-president van het Internationale Gerechtshof verzocht de benoeming(en) te verrichten.

4. Het aldus samengestelde scheidsgerecht bepaalt zijn eigen procedureregels en doet uitspraak bij meerderheid van stemmen; de uitspraken zijn onherroepelijk en bindend voor de Overeenkomstsluitende Partijen.
5. Iedere Overeenkomstsluitende Partij draagt de kosten van de scheidsman die zij heeft benoemd. De kosten voortvloeiend uit de benoeming van een derde scheidsman en de werkingskosten van het gerecht worden gelijkelijk door de Overeenkomstsluitende Partijen gedragen.

Artikel 14

Vorige investeringen

Deze Overeenkomst is eveneens van toepassing op de investeringen die vóór de inwerkingtreding ervan werden gedaan door investeerders van een Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, overeenkomstig haar wetgeving en voorschriften.

Artikel 15

Inwerkingtreding en duur

1. Deze Overeenkomst treedt in werking een maand na de datum waarop de Overeenkomstsluitende Partijen de akten van bekrachtiging hebben uitgewisseld. Ze blijft van kracht gedurende een tijdvak van tien jaar.

UK

Tenzij een der Overeenkomstsluitende Partijen de Overeenkomst ten minste twaalf maanden voor het verstrijken van de geldigheidstermijn opzegt, wordt ze telkens stilzwijgend verlengd voor een nieuw tijdvak van tien jaar. Elke Overeenkomstsluitende Partij behoudt het recht ze ten minste twaalf maanden voor het einde van een lopende geldigheidstermijn bij kennisgeving op te zeggen.

2. De investeringen die vóór de datum van beëindiging van deze Overeenkomst zijn gedaan, vallen nog gedurende tien jaar, te rekenen vanaf dat tijdstip, onder de toepassing van deze Overeenkomst.

TEN BLIJKE WAARVAN, de ondergetekende vertegenwoordigers, daartoe behoorlijk gemachtigd door hun onderscheiden Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Lomé, op 06 -06- 2009 2009, in twee oorspronkelijke exemplaren in de Nederlandse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in uitlegging is de Franse tekst doorslaggevend.

VOOR DE BELGISCH-LUXEMBURGSE
ECONOMISCHE UNIE:

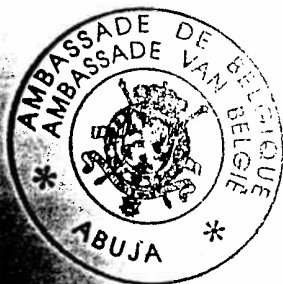
Voor het Koninkrijk
België:
Voor het Vlaamse Gewest:
Voor het Waalse Gewest:
Voor het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest:

Voor het Groothertogdom
Luxemburg:

VOOR DE REPUBLIEK
TOGO:



MICHEL DEVEZ
AMBASSADEUR
DE BELGIQUE
VAN BELGIË



KOFFI ESSAW
Ministre des Affaires
Etrangères et de
l'Intégration Régionale

